



Un nouveau
Moyen
Age?

Si le président de la République a regardé " les Rois Maudits ", il a dû trouver qu'il

était difficile de gouverner la France au XIVème siècle !

Imaginez la tête de Philippe le Bel, monarque d'un royaume ravagé par la guerre et les épidémies, si quelqu'un lui avait dit qu'il existait, à la même époque, un empire d'environ 2 500 km sur 1 200 où étaient assurées la sécurité et la justice. Un voyageur qui séjourna en 1352 dans la capitale de cet empire rapporta deux observations intéressantes, le faible nombre d'actes d'injustice observés et la sûreté des routes et du service du courrier.

Ne cherchez plus, cet empire, c'est le Mali.

S'il est probable que le Président, actuellement en visite dans ce pays, en raison de son intérêt pour les sociétés premières, connaisse ce détail de l'histoire africaine, parions que les députés UMP, si prompts à imposer une histoire officielle de la colonisation digne des plus honteuses heures de la troisième République, l'ignorent. Ils oublient aussi que ce qui précipita le déclin de cet empire fut le trafic vers l'Europe, de l'or et des esclaves.

Aujourd'hui les Maliens migrent toujours plus nombreux pour fuir un pays épuisé par le remboursement de sa dette. Ceux qui survivent au voyage trouvent souvent en France le mépris, la précarité et les contrôles au faciès.

Plusieurs associations et organisations politiques lancent, du 5 au 11 décembre, une campagne pour le droit de vote des émigrés aux élections municipales (voir l'article de Pierre). En saisissant cette opportunité, nous ferons un geste important pour l'égalité des droits et nous nous opposerons plus sûrement aux dérives communautaristes que toutes les mesures répressives ordonnées par le gouvernement.

Dans le cas contraire, parions que notre société ne connaisse bientôt une époque que certains n'hésitent plus à appeler un "nouveau Moyen Age".

Francis DELL EVA

78 Nord % passe à l'attac

Lettre 22 - décembre 2005

La Biennale de l'OMC
Hong Kong,
décembre 2005

L'OMC, ce machin dirigé aujourd'hui par le socialiste Pascal Lamy, qui a son siège à Genève, avec 550 employés, dont l'objet est de (dé)réguler les échanges mondiaux, réunit son instance dirigeante, la conférence ministérielle, composée de ses 148 états membres, au moins tous les deux ans.

Depuis 1995, date de sa création, cette conférence a eu lieu en 1996 à Singapour, en 1998 à Genève, en 1999 à Seattle, en 2001 à Doha (inauguration du " cycle de Doha ") et en 2003 à Cancun. Elle doit se réunir du 13 au 18 décembre à Hong Kong.

L'Accord de Marrakech, fondateur de l'OMC en 1994 est composé de 29 accords distincts. Parmi eux, trois sont principalement aujourd'hui source de désaccords et de contestation : l'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services), l'ADPIC (Accord sur les Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle relatifs au Commerce) et l'AsA (Accord sur l'Agriculture).

Tous ces accords seront débattus à Hong Kong, dont bien sûr l'AGCS. On se souvient de l'échec de la conférence de Cancun, provoqué par l'incompatibilité des intérêts de la Quad (pour QUADrilatérale : Etats-Unis, Canada, Japon, Union Européenne) de ceux des pays en développement exportateurs de produits agricoles (comme le Brésil, l'Inde, l'Argentine, l'Afrique du Sud). Malgré cela ce qu'on appelle le cycle de Doha continue. Il consiste à ce que chaque membre constitue des listes de secteurs libéralisables et les " mette sur le marché " pour obtenir en contrepartie ce qu'y mettent d'autres membres.

S'il n'est pas possible dans un court article d'expliquer ce que sont OMC, AGCS, leurs modes de fonctionnement (loin

d'être démocratiques) ou les enjeux de la conférence de Hong Kong, le lecteur y retrouvera quand même son compte, car notre comité local a travaillé ce sujet depuis longtemps : tout d'abord un diaporama, préparé dès le premier semestre 2000 qui fournit des explications sur le commerce international et la concurrence, décrit l'OMC et les dérives entraînées par les décisions de ces institutions puis explique les propositions soutenues par ATTAC (le programme de l'ACPIR - Accord des Citoyens et des Peuples sur les Investissements et les Richesses). Ensuite, l'excellent article et son glossaire, publiés par Jacqueline Bonacci dans la lettre " 78 Nord passe à l'ATTAC ", n° 11 (mars 2003). Enfin, un diaporama récent du groupe de Houilles (Michel Chatot, Claude et Nelly Latapie et Jean-François Le Scour), intitulé " La mondialisation néolibérale en marche ", traite du fonctionnement de l'OMC et ses effets en France et en Europe, fait le point sur le cycle de Doha et les enjeux de Hong Kong et présente les ripostes citoyennes en cours.

Ces documents sont (ou seront) tous disponibles sur le site attac78nord.org. Pour nos lecteurs sans connexion internet, une version papier de ces documents leur sera fournie sur demande.



Pour tout savoir sur l'OMC, son historique, sa composition et tous les enjeux des débats en cours, allez sur le site " omc10anscasuffit.com " qui vous en donnera tous les détails.

Les mouvements altermondialistes, dont ATTAC, ont beaucoup contribué à populariser les institutions internationales telles que l'OMC, au point que la presse écrite, en particulier en ce moment, à la veille de la rencontre de Hong Kong, présente de nombreux articles sur la question. Consultez-les sans retenue.

Gilbert RACHMUEHL

L FAUT un début à tout. A Lyon, le 15 octobre, plus de 300 personnes et organisations venues de toute la France ont participé au lancement des EGDE : Etats Généraux de la Décroissance Equitable (conviviale, soutenable, solidaire, etc.). Les EGDE doivent durer 9 mois, le temps de réfléchir, d'enrichir les arguments, de les faire connaître à la population à partir d'ateliers répartis sur le territoire et faire entrer la décroissance en politique. Car il faut réveiller les consciences pour les motiver, libérer les imaginaires, les préparer aux bonds conceptuels (1) indispensables à la survie humaine.

Ces EGDE devaient aussi permettre de désigner des candidats aux élections à venir, mais si la mobilisation fut un succès, cette assemblée hétérogène n'a pas produit tout ce qu'en espéraient certains organisateurs. Entre les militants venus d'Ecologie libertaire, d'Ecolo, des Alternatifs rouge et vert, de No pasaran, de l'Appel pour une insurrection des consciences (né dans le sillage de la campagne de Pierre Rabhi en 2002), les personnes non encartées et celles qui n'ont pas encore fait le pas de réfléchir aux limites des démarches individuelles, les débats n'ont été qu'un premier brouillon. Bref, si tout le monde est d'accord sur la gravité de la situation et la nécessité d'agir, des désaccords subsistent sur la forme et les moyens.

Dernière nouvelle : Dans un communiqué du 14 novembre, Ecolo annonce la création du Parti pour la Décroissance (à voir sur [net](#)).

(1) Originale et incontournable, une intervention sur le distributisme appelé ailleurs économie distributive, voir sur le net (à l'image d'autres comités, attac 78N devrait s'y intéresser)

Guy LEROY

Forum Social Local Les Mureaux Val de Seine : à la croisée des chemins

AVEC sa 3ème session annuelle en novembre, la dynamique et la synergie sont toujours là : volonté de débattre au fond, de trouver des alternatives, au plus proche des gens, sur le terrain, dans un cadre unitaire, participatif, et convivial. Plusieurs centaines de personnes ont fréquenté les séances de notre programme ambitieux sur 2 semaines. Le film " Le Cauchemar de Darwin " présenté par notre Comité en séance d'ouverture a réuni plus de 120 passionnés par le débat sur la dette animé par Damien Millet du CADTM. Près de 100 pour le débat animé par le collectif logement, sujet brûlant sur la ville, car en pleine mobilisation contre les démolitions. 50 sur la décroissance à Aubergenville, grâce à l'accueil des adhérent(e)s de la Confédération Syndicale des Familles, à la découverte de notions économiques inconnues jusque là. Un peu moins pour les autres débats, tout aussi d'actualité : la précarité, les délocalisations, les privatisations, la casse du droit du travail, avec de nombreux exemples rapportés par des syndicalistes de Solidaires (SUD) et d'autres syndicats, l'autogestion des entreprises avec le film " The take ", les OGM, la pollution de l'eau en Val de Seine, sujet peut-être un peu trop technique, et... en pleine crise des banlieues, un débat plus qu'enrichissant avec les jeunes, animé par les rappers de 100limit, 5sur5 et un copain du MJS, le tout clôturé par un concert explosif mêlant rock, rap et métal !

Petite note symbolique et fleurie : notre rassemblement contre toutes les guerres (économiques, coloniales, militaires) sur le pont de Meulan le 11 novembre. Point d'orgue essentiel aussi : le démarrage de nos cahiers d'exigences sur l'Europe que nous voulons, préparant un débat public le 9 décembre (pendant le sommet de l'OMC à Hong Kong) sur la calamiteuse directive services dite Bolkestein...

Mais le risque d'essoufflement guette : un rendez-vous annuel est nécessaire certes, mais plus léger, autour d'un thème central, et des interventions plus régulières en continu sur l'année, préparées par des pôles de travail à définir (logement, jeunes, décroissance, Europe, immigration, démocratie) avec des supports attrayants (films, concerts, fêtes, théâtre). L'important étant de construire, en lien étroit avec les associations et habitants des quartiers, gage d'élargissement, des alternatives aux conséquences désastreuses du libéralisme sur notre quotidien. L'élaboration d'un texte plus précis qui fonde le FSL en liaison avec l'après 29 mai en est une des étapes. Notre Comité en est évidemment partie prenante en continuant d'y apporter sa contribution maximum et d'y prendre sa place. Le FSL Les Mureaux Val de Seine : un espace de débat et d'action, toujours essentiel et incontournable !

Fabienne LAURET

LE Collectif Solidarité Santé Soins (C3S), à l'initiative de la pétition de défense de l'hôpital public de Saint Germain (3200 signatures) a réuni son assemblée générale. Le bureau a été renouvelé : présidence Attac, secrétariat LDH, trésorerie PCF.

Nous avons décidé de poursuivre nos actions pour développer l'accès aux soins pour tous, refuser la marchandisation de la santé, lutter contre le détournement des fonds publics, exiger la transparence des décisions, informer sur les choix politiques en matière de santé et soutenir une sécurité sociale solidaire.

Nous avons décidé d'accentuer notre effort d'élargissement à des associations d'entraide, de malades, d'élus, de citoyens et des collectifs de défense des hôpitaux de la région, de définir ce que doit être un " pôle d'excellence ", réellement au service des malades sur les deux sites et de créer une association d'usagers, à côté du collectif (personnalités morales), pour nous représenter à l'hôpital et dans les instances où se décide la politique de santé.

Volontaires se faire connaître !

Lucette GUIBERT
Présidente du C3S pour Attac
lucette.guibert@wanadoo.fr

Un livre : Misère du Sarkozysme*

TRAVAIL, respect, patrie...voilà le " catéchisme " de notre Ministre de l'intérieur depuis des années. Outrance, provocation ? Non, la rhétorique Sarkozy fait partie d'une réflexion et d'une démarche programmées.

Dans ce livre, l'auteur démontre que Sarkozy est le produit hexagonal de la pensée néo-conservatrice, ultra libérale, religieuse et sécuritaire, réactivée à la fin des années 70 par quelques personnages issus des milieux universitaires anglo-saxons et européens, se réclamant de " penseurs " d'antan (F. Bastiat, F. Hayek, etc.), avec, déjà, pour résultats Bush et le Blairisme.

Citant ces exemples et les comparant avec les discours de Sarkozy, l'auteur dénonce le travail de sape accompli contre les valeurs sociales et culturelles françaises. Sarkozy n'est pas un Le Pen light, IL est la droite extrême, démagogue, dangereuse, aux relents Pétainistes et hélas légalistes, que l'aveuglement, l'absence d'opposition et la complicité médiatique pourraient propulser en 2007.

A lire et à faire lire.

* Paul Ariès, éditions Parangon V/s.

Pascal VARALLI

Etat d'urgence

Le DAL

SOUS COUVERT de lutte contre le terrorisme, nous abandonnons nos principes républicains, nos lois régressent comme jamais depuis 1945. Nous légalisons le contrôle des citoyens, la lutte contre les pauvres, chômeurs, immigrés, réfugiés. Nous "réformons" notre système fiscal et social sur l'inégalité, nous tolérons la discrimination, la violence policière. La prépondérance de la police sur la justice est réelle.

Malgré tout ceci, pour rétablir "l'ordre républicain" (= fermer sa gueule), il faut l'état d'urgence (prolongé sans raison). Concernant les 20% de logements sociaux et la discrimination, aucune contrainte.

Après avoir nié l'expression populaire des présidentielles, des régionales, du référendum, d'en avoir travesti les causes, les violences urbaines permettent d'amalgamer immigrés, étrangers, polygamie, etc. Comment mépriser à ce point les citoyens en utilisant l'affirmation populiste et le mensonge, pour stigmatiser l'autre ? L'explication raciste remplace l'explication sociale : la crise de notre société n'y trouvera pas de solution.

Une démocratie est forte si elle affirme ses valeurs et use de ses seuls principes pour résoudre ses crises.

Des gouvernements faibles (=non soutenus par le peuple) entraînés par la violence ont usé de l'état d'urgence (Algérie, Nouvelle Calédonie). Le gouvernement actuel, soutenu par une majorité servile, recourt à des lois répressives, à l'état d'urgence où tous les arbitraires sont possibles.

Notre démocratie affaiblie nous conduit vers un autre 21 avril, puisque l'opposition (sic) du PS n'est d'aucun espoir. La République de Weimar a créé Hitler. Nous créons un régime d'extrême droite sans Le Pen.

Michel ROUX



L E DAL (Droit Au Logement) est avant tout un syndicat de mal-logés et de sans logis, qui offre un cadre de lutte et de mobilisation, pour permettre la réalisation du droit au logement.

Ce sont les politiques menées depuis plus de 25 ans par les gouvernements successifs qui ont créé une crise du logement sans précédent. Dans ce contexte, le gouvernement au pouvoir depuis 2002 a lancé une offensive dont les conséquences pourraient être de sortir de leur vocation sociale, dans les quinze ans, près de la moitié des logements sociaux. Les drames récents des incendies révèlent l'approche cynique du gouvernement sur le traitement de la crise du logement et des discriminations.

Les solutions sont ailleurs et commencent à être largement revendiquées. L'arrêt des expulsions, l'application de la loi de réquisition, le gel des loyers, l'arrêt des démolitions et des ventes, la relance de la production massive d'HLM. Enfin, la création d'un service public du logement, doublée de l'instauration d'un droit au logement opposable, est une mesure à prendre sans attendre, afin de stopper la crise actuelle.

Pour finir sur une note positive, après les expulsions "spectacle" orchestrées par Sarkozy sur les immeubles insalubres, les manifestations de septembre et d'octobre, la mobilisation des familles qui refusaient de monter dans les cars (organisant des campements sur place soutenus par les associations, syndicats et partis politiques d'une manière très large et unitaire) ont fait reculer le gouvernement qui, à partir de mi-octobre, a stoppé les expulsions, alors qu'une centaine était prévue jusqu'au début de la trêve hivernale.

Jean LUBIN

Ecoutez les banlieues, elles revendiquent !

QUELLES sont les causes des émeutes de novembre dans les banlieues ? Pour les députés UMP, c'est la faute au rap et à la polygamie. Réveillonnons paisiblement puisqu'un couvre-feu protégera nos voitures ! Ce que les médias ont manqué de souligner, c'est le rôle modérateur joué par les associations de quartiers. Ainsi, à la Coudraie, les habitants engagés se sont relayés pour limiter les dérapages alors que plusieurs voitures brûlaient dans d'autres quartiers.

Le dialogue et la prévention auraient donc quelques vertus ? C'est une évidence, n'en déplaise à Sarkozy, le Sinistre de l'Intérieur.

La question du logement est revenue dans plusieurs débats locaux ces dernières semaines :

- Aux Mureaux, durant le FSL, favorisant le travail en commun des différentes associations de quartier ;
- A Poissy, lors de la réunion publique organi-

sée par le Collectif pour une alternative antilibérale.

Dans cette dernière ville, le maire sourd au dialogue mais contraint par l'ANRU*, mandate une société privée ("Aire publique" - non, non, véridique !) pour mener à bien la concertation à sa place. Mais ne vous méprenez pas sur le terme de "concertation" : il s'agit de consulter les habitants sur les modalités de leur départ, en aucun cas de les écouter sur le projet de reconstruction !

Le mal-être des banlieues ne s'éteindra pas seulement à coup de millions d'euros. Le dialogue et l'écoute ne demandent que du temps et du respect pour l'Autre. La représentativité plurielle des citoyens, réclamée lors de la récente votation citoyenne, est également une solution qui a déjà fait ses preuves.

*ANRU : Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

Philippe COUZINOU

"Cantique de la racaille" *

ETAT D'URGENCE contre violences urbaines. Loi d'exception contre crise sociale. Voilà le résultat de la "non" politique à l'égard des banlieues.

Pourquoi cette rage urbaine ? Mettons de côté la "surenchère ludique" de la violence à laquelle des gamins peuvent parfois se livrer et regardons plutôt leur quotidien : chômage, racisme, communautarisme, microcosme libéral de l'économie parallèle, provocations policières ...

Une seule issue : la violence, le "rien à perdre" puisque n'ayant rien. La banlieue est un laboratoire à stigmatisation sécuritaire. Base arrière du terrorisme pour certains, échec de l'intégration pour d'autres, terreau de la "racaille à karchériser" pour N. Sarkozy. Tout est prêt pour faire de ces barres immenses en décomposition des prisons à ciel ouvert. On n'est plus si loin d'Orwell ou de New York 1997. Les services publics ont déserté les lieux, les parents n'ont plus la force d'écouter leurs enfants. Et ce sont ces mêmes parents qu'on voudrait condamner judiciairement et financièrement ? Réponses : Apprentissage dès 14 ans, expulsions - même pour les étrangers en situation régulière - projets "bidons" pour les ZEP...

Que faire avant que tout ne saute ou qu'un régime néo vichyste à la Sarkozy ne vienne priver la France de ses libertés durement acquises ? Dialogue, vraie proximité, urbanisme, emplois, budgets associatifs, retour des services publics, éducation digne de ce nom, dénonciation du discours des médias, véritable gauche de terrain...

La nation a la violence qu'elle mérite, le néolibéralisme les consommateurs qu'il fabrique ; La seule urgence est sociale et humaine.

Véronique et Pascal VARALLI

* Vincent Ravalec

EN MAI 2000, lors du débat à l'Assemblée nationale sur le droit de vote municipal pour les résidents étrangers, la droite proposait une mesure plus intéressante à ses yeux : faciliter l'accès à la nationalité et donc à la citoyenneté à part entière.

Mais quelque temps auparavant, une loi Méhaignerie - Pasqua avait institué une " démarche volontaire " pour remplacer l'acquisition automatique de la nationalité à la majorité pour les jeunes nés en France de parents étrangers. La toute récente proposition du 1er ministre de porter de deux à quatre ans la possibilité de demander la nationalité française pour un conjoint étranger va dans le même sens : si régulièrement il est promis une réduction des délais d'instruction, les conditions sont de plus en plus difficiles à remplir.

A l'issue de ce débat, l'Assemblée nationale adoptait en première lecture une loi donnant le droit de vote à tous les résidents étrangers pour les élections municipales, loi qui n'a jamais examinée par le Sénat, alors que des personnalités, des élus de gauche et de droite se sont clairement prononcés en sa faveur.

Actuellement, en France, un résident ayant la nationalité d'un autre pays de l'Union européenne peut, quelle que soit son ancienneté de résidence, participer aux élections municipales et européennes, un Algérien ou un Malien en situation régulière depuis plus de vingt ans ne le peut pas. Après qu'une majorité de Français se soit déclarée favorable au droit de vote des résidents étrangers (en 2002 et 2003), les opinions favorables sont tombées à 45 %. Il importe donc de convaincre les français et leurs représentants politiques de la nécessité de ce droit.

Du 5 au 11 décembre 2005, dans une centaine de villes, est organisée une " votation citoyenne " afin de faire prendre conscience de cette injustice. Sur le thème " tous résidents, tous citoyens, tous égaux " la population est appelée à répondre à la question : " Etes-vous pour la reconnaissance du droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers aux élections locales ? "

Pierre RICHARD



LA BIEN EU LIEU, le 17 novembre de 14h à 23h, au chaud - mais serrés à l'intérieur - et par une belle journée - mais très froide à l'extérieur. Chaudes ambiances de militants "anti-OGM dans les champs", maintenus à température par une excellente restauration assurée par un marché paysan bio (soupes, grillades, crêpes et vin chaud) ainsi que par la présence d'intervenants de qualité (J -P. Berlan, J . Bové, F. Bavay...) pour les débats de fond. Trois mois de prison requis par le procureur et 250 000 € demandés par les multinationales semencières Monsanto, Syngenta et ... (rendu du jugement le 12 janvier 2006). Leur manœuvre est simple : pour garder le monopole sur les paysans et sur les consommateurs, il s'agit de tuer la Confédération qui les dérange énormément, autant que les "politiques" inféodés dont ils ont bien la complicité (à quand le grand débat public ?). Pour preuve, Monsanto a fait bloquer les comptes de la Confédération paysanne.

Double raison de continuer à amplifier cette belle résistance qui a bien fait défaut avant les grandes catastrophes telles l'amiante ou les farines animales. Aussi notre comité de soutien appelle t'il à appuyer le mouvement : adressez vos dons "aux Amis de la Confédération" qui eux ne peuvent pas être saisis, 104 rue Robespierre, 93170 Bagnolet. Il nous reste par ailleurs des bons de soutien (30 € le carnet de 10) à redistribuer à vos connaissances. Nous invitons les internautes à visiter le site de la Conf (www.confederationpaysanne.fr) ainsi que le nôtre (www.9deguyancourt.org) ou à nous contacter au 01 39 08 06 91.

Patrick VACHON

Dernière minute : Victoire ! Les 49 copains d'Orléans ont été relaxés en 1ère instance - pourvu que ça fasse jurisprudence !

Calendrier

Réunions de CA – 20 h30

- 13/ 12/ 2005 (exceptionnellement, cette réunion précède celle du Comité local), Conflans
- 18/ 01/ 2006 , Les Mureaux
- 21/ 02/ 2006 , Conflans
- 15/ 03/ 2006 , Les Mureaux
- 18/ 04/ 2006 , Conflans
- 17/ 05/ 2006 , Les Mureaux

Réunions publiques du comité local

- 13/ 12/ 2005, Conflans - Thème : OMC (Film The Yes Men, AlloCiné)
- 11/ 01/ 2006 , Les Mureaux - Thème : L'accès à la citoyenneté
- 14/ 02/ 2006 , Conflans - Thème : Brevatibilité du vivant, OGM
- 08/ 03/ 2006 , Les Mureaux - Thème : Femmes et précarité
- 11/ 04/ 2006 , Conflans - Thème : (à définir)
- 10/ 05/ 2006 , Les Mureaux - Thème : (à définir)

10 & 11/12/2005, Assemblée Générale Attac France

13 & 18/12/2005, Conférence de l'OMC - Hong Kong

11 & 12/02/2006, Conférence Nationale des Comités Locaux

08/04/2006, Journée Internationale d'Opposition aux OGM (voir site [http:// altercampagne.free.fr](http://altercampagne.free.fr))

